



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 18 décembre 2025

Références : DREAL/2025D/10557  
Code AIOT : 0005208177

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADOUR METAL**

47, Route du Plan  
40100 Dax

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 décembre 2025 de l'établissement exploité par la société ADOUR METAL et implanté au 47 route du Plan sur la commune de Dax. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

ADOUR METAL  
47, Route du Plan - 40100 Dax  
Code AIOT : 0005208177  
Régime : Enregistrement  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

La société ADOUR METAL, filiale du groupe BRANGE ENVIRONNEMENT, a repris en 2011 l'activité de la société BRUCH à Dax autorisée par l'arrêté préfectoral n° 614 du 9 octobre 2006, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2009/443 du 24 juillet 2009. Le changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2011. Celui-ci autorise les activités relevant des rubriques ICPE 2712 (centre VHU) pour 1 000 m<sup>2</sup>, 2713 (tri, transit, regroupement de déchets métalliques) pour 2 000 m<sup>2</sup> et 2714 (tri, transit, regroupement de déchets de papiers, cartons, bois, matières plastiques, etc.) pour 900 m<sup>3</sup>.

Depuis la reprise de l'activité en 2011, plusieurs arrêtés de sanctions ont été pris à l'encontre de la société ADOUR METAL :

- mise en demeure de respect de différentes prescriptions techniques par l'arrêté préfectoral n° 2015/85 du 7 avril 2015,
- astreinte administrative journalière de 900 €/j pour non-respect de différentes prescriptions techniques par l'arrêté préfectoral n° 2016-503 du 5 septembre 2016 et non renouvellement de l'agrément pour centre VHU,
- liquidation totale de l'astreinte administrative journalière (montant de 60 900 € ramené à 5 203 €) par l'arrêté préfectoral n° 2017-500 du 7 août 2017 et renouvellement de l'agrément pour 1 an uniquement (puis 6 ans par APC du 4 janvier 2018),

- mise en demeure de régularisation administrative et de respect de différentes prescriptions techniques par l'arrêté préfectoral n° 2019-89 du 22 février 2019,
- édiction de mesures conservatoires par l'arrêté préfectoral n° 2019-90 du 22 février 2019,
- amende administrative de 5 000 € pour le non-respect de différentes prescriptions techniques par l'arrêté préfectoral n° 2019-175 du 10 avril 2019,
- astreinte administrative journalière de 220 €/j pour absence de dépôt de dossier de régularisation administrative et non-respect de différentes prescriptions techniques par l'arrêté préfectoral n° 2019-516 du 26 juillet 2019,
- mise en demeure de respect des mesures conservatoires prescrites par l'arrêté préfectoral n° 2019-90 du 22 février 2019 et par l'arrêté préfectoral n° 2019-517 du 26 juillet 2019,
- mise en demeure de respect de différentes prescriptions techniques par l'arrêté préfectoral n° 2024-103 du 19 avril 2024,
- mise en demeure de régularisation administrative par l'arrêté préfectoral n° 2024-104 du 19 avril 2024,
- liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière pour un montant de 190 200 € par l'arrêté préfectoral n° 2024-105 du 19 avril 2024,
- amende administrative de 15 000 € par l'arrêté préfectoral n° 2024-106 du 19 avril 2024.

Par ailleurs, plusieurs infractions avaient été relevées et communiquées à Monsieur le Procureur.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais        |
|----|--|--|--|--|------------------------------|
| 1  | Suites de l'APMeD du 19/04/2024<br>Régularisation administrative<br>Rubriques 2710 et 2711 | AP MeD du 19/04/2024, Article 1                      | /  | Demande d'action corrective<br>Mise en demeure, dépôt de dossier   | 15 jours et 1 mois<br>3 mois |
| 2  | Suites de l'APMeD du 19/04/2024<br>Mesures conservatoires                                  | AP MeD du 19/04/2024, Article 2                      | /  | Demande d'action corrective  | 1 mois                       |
| 3  | Suites de l'APMeD du 22/02/2019<br>Régularisation administrative<br>Rubrique 2713          | AP MeD du 22/02/2019, Article 1 – Point 2 du tableau | Avec suites, Astreinte   | Liquidation partielle d'astreinte  | /                            |
| 5  | Suites de l'APMeD du 22/02/2019<br>Dépollution des VHU                                     | AP MeD du 22/02/2019, Article 1 – Point 5 du tableau | Avec suites, Amende  | Suspension   | /                            |
| 6  | Suites de l'APMeD du 22/02/2019<br>Hauteur des tas de déchets                              | AP MeD du 22/02/2019, Article 1 – Point 6 du tableau | Avec suites, Astreinte   | Liquidation partielle d'astreinte  | /                            |
| 7  | Incendie   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 9          | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                       |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 8  | Suites de l'APMeD PT du 19/04/2024<br>Gestion des eaux du site                          | AP MeD PT du 19/04/2024,<br>Article 1 – Point 2          | /  | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 9  | Entreposage des déchets   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018,<br>Article 13.IV       | Susceptible de suites  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 10 | Rejets aqueux   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018,<br>Article 15          | Susceptible de suites  | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 11 | Suites de l'APMeD PT du 19/04/2024<br>Valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux | AP MeD PT du 19/04/2024,<br>Article 1 – Point 3          | /  | Amende   | /                     |
| 12 | Démontage VHU   | Arrêté Préfectoral du 4/01/2018,<br>Annexe I – Point 2°  | Susceptible de suites  | Demande d'action corrective (en lien avec la suspension d'activité)  | /                     |
| 13 | Déclaration ADEME   | Arrêté Préfectoral du 4/01/2018,<br>Annexe I – Point 5°  | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 15 | Recyclage et valorisation   | Arrêté Préfectoral du 4/01/2018,<br>Annexe I – Point 11° | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 16 | Suivi VHU   | Arrêté Préfectoral du 4/01/2018,<br>Annexe I – Point 13° | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 17 | Registre des déchets entrants   | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 1              | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 18 | Fluides frigorigènes  | Arrêté Préfectoral du 4/01/2018,<br>Annexe I – Point 14° | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |
| 19 | Suites de l'APMeD du 19/04/2024<br>Clôture et écran végétal                             | AP MeD du 19/04/2024,<br>Article 1 – Point 4             | /  | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 4  | Suites de l'APMeD du 22/02/2019<br>Traitement et rétention des eaux pluviales | AP MeD du 22/02/2019,<br>Article 1 – Point 4 du tableau | Susceptible de suites  | Sans objet        |
| 14 | Suites de l'APMeD du 19/04/2024<br>Entreposage des déchets                    | AP MeD du 19/04/2024,<br>Article 1 – Point 1            | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que certains points techniques avaient évolué favorablement (collecte des eaux pluviales en partie Nord-Est, benne à moteurs capotée, benne à pneumatiques usagés éloignée et bâchée notamment).

Cependant, il reste encore de nombreuses non-conformités à traiter, en particulier la régularisation des parcelles AA 103 et 104 sur la commune de Narrosse, la hauteur des tas de déchets (tous à 6 m ou plus), la dépollution et le démontage des VHU.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet :

- un arrêté de suspension de l'activité de centre VHU (rubrique ICPE 2712),
- un arrêté de liquidation partielle d'astreinte administrative journalière pour les parcelles Narrosse et la hauteur des tas de déchets,
- une amende administrative pour la surveillance des rejets aqueux,
- une mise en demeure de régularisation administrative pour les rubriques ICPE 2718 et 2791.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suites de l'APMeD du 19 avril 2024 – Régularisation administrative – Rubriques 2710 et 2711

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/04/2024, Article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation administrative – Rubriques 2710 et 2711   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ADOUR METAL, exploitant un centre de dépollution et de démantèlement de véhicules hors d'usage et un centre de tri, transir, regroupement de déchets métalliques et autres déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Dax, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en déposant un dossier de porter à connaissance de modification de l'installation intégrant la déclaration des activités de déchetterie (rubriques 2710-1 et 2710-2) et de tri, transit, regroupement de DEEE (rubrique 2711) conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;</li> <li>- en cessant les activités de déchetterie (rubriques 2710-1 et 2710-2) et de tri, transit, regroupement de DEEE (rubrique 2711) et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement.</li> </ul> |

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant transmet dans le même délai l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. La cessation d'activité comprend en particulier l'évacuation de tous les déchets présents sur site relatifs aux activités de déchetterie et de tri, transit, regroupement de DEEE dans les filières autorisées, ainsi que la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. L'exploitant fournit sous 1 mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

L'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023**

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner sous un mois concernant l'activité d'oxycoupage de déchets métalliques (rubrique 2791), étant donné la présence de bouteilles d'oxygène sur le site entreposées à l'abri du bâtiment et l'incendie du 30 septembre 2019 déclenché par une opération de chalutage d'une cuve métallique recouverte de fibre de verre à l'intérieur.

**Constats :**

Par courriel du 29 septembre 2025, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance visant en particulier à régulariser les activités relevant des rubriques 2710-1 (6 tonnes), 2710-2 (250 m<sup>3</sup>) et 2711 (90 m<sup>3</sup>, non classé).

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence des 8 bacs à proximité du pont-bascule pour les particuliers, ainsi que 3 palbox remplis de batteries à l'entrée du site. En ce qui concerne les DEEE, le tas était relativement faible (environ 30 m<sup>3</sup>).

Il est à noter que le dossier n'est pas recevable. En effet, l'inspection des installations classées attend a minima un récolement aux dispositions des arrêtés ministériels applicables aux activités de déchetterie (rubrique 2711 non classée).

Le porter à connaissance indique également une baisse des activités couvertes par la rubrique 2714 (de 900 à 300 m<sup>3</sup>) et demande une augmentation de capacité par la rubrique 2713 (de 2 000 à 2 500 m<sup>2</sup>).

Concernant la rubrique 2791, il a été une nouvelle fois constaté la présence de 9 bouteilles d'oxygène (a priori la rubrique 4725 n'est pas concernée étant donné la quantité de gaz présente sur site) et l'activité d'oxycoupage/chalutage a bien été confirmée par le responsable environnement par courriel du 19 avril 2024, puis par le responsable de site lors de l'inspection, qui a également indiqué la zone habituellement dédiée (temporairement supprimée pour y déposer des ferrailles en surplus). Cette activité est soumise à déclaration avec contrôle périodique en dessous de 10 t/j et à autorisation au-dessus de ce seuil.

Cette rubrique 2791 ne figure pas dans le porter à connaissance qui vient d'être déposé malgré la demande de positionnement à l'issue de la précédente inspection, bien prise en considération par le responsable environnement (cf. courriel du 19 avril 2024). Pour rappel, un incendie avait eu lieu le 30 septembre 2019 lors d'une opération de chalutage d'une cuve métallique recouverte de fibre de verre à l'intérieur.

Une mise en demeure sur ce point est proposée à Monsieur le Préfet. Par ailleurs, les bouteilles se trouvent dans le local ouvert en façade avec les fûts d'huiles neuves et les palbox de batteries, source de risque important.

Enfin, pour ce qui est de la rubrique 2718, un échange de courriels des 19 et 29 avril 2024 avait permis de repréciser les batteries relevant des rubriques 2710-1 (déchetterie, apports par des particuliers et assimilés, les fréquences et quantités d'apports doivent rester faibles), 2712 (centre VHU, issues de la dépollution des VHU) et 2718 (tri, transit, regroupement, batteries issues d'une collecte ou provenant de garages automobiles, autres centres VHU ou industriels, professionnels de l'automobile ou des déchets, avec des apports réguliers et en quantités).

Or, le jour de l'inspection, dans le local ouvert en façade, se trouvaient 21 palboxs remplis de batteries usagées (environ 800 kg par palbox), plus 9 grosses batteries de chariots élévateurs ou assimilés (environ 200 kg par batterie), soit environ 18,6 tonnes. Certaines grosses batteries n'étaient pas dans un bac étanche mais sur simple palette en bois. Ces batteries correspondaient aux 3 flux 2710, 2712 et 2718 regroupés et étaient en attente d'évacuation par la société Phenix Recyclage pour expédition en Espagne pour traitement. Même si la provenance (particulier, VHU ou professionnel) n'est plus identifiable, les seuils d'autorisation prévues par la nomenclature ICPE étaient dépassés largement (pour rappel, 7 tonnes pour la rubrique 2710 et 1 tonne pour la rubrique 2718).

Les constats visuels sont confirmés par le registre entrant des batteries transmis par l'exploitant lors de l'inspection. En effet, sur 2025, plusieurs réceptions unitaires de batteries venant de garages, de professionnels des déchets ou d'industriels dépassaient le seuil de 1 tonne (43 réceptions représentant 67,4 tonnes, dont une réception de 14,5 tonnes, sur un total de 272 tonnes de batteries reçues en 2025 hors VHU). Ces professionnels seront avertis qu'ils sont en infraction pour remise de déchets à une personne non autorisée à les prendre en charge.

Une mise en demeure sur ce point est proposée à Monsieur le Préfet.

*À noter que cet écart avait déjà été constaté dans le passé (mise en demeure, mesures conservatoires + mise en demeure et astreinte administrative en 2019), mais levé à l'issue de la précédente inspection.*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter sous un mois le porter à connaissance concernant les rubriques 2710-1 et 2710-2. Ce rapport fait office de demande de compléments à l'exploitant afin de pouvoir proposer à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de régulariser sous trois mois (dépôt de dossier) la situation administrative des activités relevant des rubriques 2718 et 2791.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déplacer sous 15 jours les bouteilles d'oxygène et les fûts d'huiles neuves afin de les éloigner des batteries et de limiter les risques en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 15 jours, 1 mois et 3 mois

**N° 2 : Suites de l'APMeD du 19 avril 2024 – Mesures conservatoires**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 19/04/2024, Article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures conservatoires

**Prescription contrôlée :**

Tout nouvel apport de déchets concernant les activités de déchetterie et de tri, transit, regroupement de DEEE est interdit sur le site à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté et jusqu'à la régularisation de la situation administrative de l'installation.



L'exploitant évacue tous les déchets présents sur son site vers les filières de traitement autorisées dans un délai de trois mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté que les apports de déchetterie et de DEEE se poursuivaient. Toutefois, le dossier de porter à connaissance a été déposé le 29 septembre 2025. La régularisation est en cours, avec une demande de compléments (cf. point de contrôle n° 1). Ce point de contrôle sera revu ultérieurement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter sans tarder son dossier de porter à connaissance du 29 septembre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Suites de l'APMeD du 22 février 2019 – Régularisation administrative – Rubrique 2713**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/02/2019, Article 1 – Point 2 du tableau

**Thème(s) :** Risques chroniques, Situation administrative du site – Régularisation rubrique 2713

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

**Prescription contrôlée :**

La société ADOUR METAL, dont le siège social est situé 47 route du Plan 40100 Dax, est mise en demeure de satisfaire les prescriptions notées ci-dessous, dans les délais correspondants :

*Régularisation rubrique 2713*

Pour régulariser la situation, sur les parcelles n° 103 et n° 104 :

- soit en déposant sous 3 mois un porter à connaissance assorti d'une demande de cas par cas au titre du R. 122-2 du Code de l'environnement,
- soit en cessant son activité et en remettant le site en état sous 3 mois.

**+ Article 2 de l'AP de mesures conservatoires du 22 février 2019**

Dans un délai maximal de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la société ADOUR METAL doit faire évacuer les déchets de métaux sur les parcelles cadastrales n° 103 et n°104, [...] dans une (ou plusieurs) installation(s) régulièrement autorisée(s) et agréée(s).

Par ailleurs, en plus de l'APMD et de l'AP de mesures conservatoires précités, une amende administrative de 5 000 € pour l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection du 12 septembre 2018, dont ce point de contrôle, a été signée le 10 avril 2019.

**+ Article 1 de l'AP d'astreinte administrative du 26 juillet 2019** pour le non-respect de l'APMD de régularisation administrative du 22 février 2019 : 100 €/j



+ Article 1 de l'APMD du 26 juillet 2019 pour non-respect des mesures conservatoires :

L'évacuation dans un délai maximal de deux mois des déchets de métaux sur les parcelles cadastrales n°103 et n°104 [...] dans une (ou plusieurs) installation(s) régulièrement autorisée(s) et agréée(s).

+ Article 1 de l'AP de liquidation partielle de l'astreinte administrative du 19 avril 2024 : 158 500 €

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté, sur les parcelles AA 103 et 104 du cadastre de la commune voisine de Narrosse, la présence de plusieurs bennes vides, certaines en excellent état et d'autres inutilisables pour le transport (fonds et/ou parois perforés par des chocs ou par la corrosion) et qui pourraient revêtir le caractère de déchets métalliques.

Il a également été constaté la présence d'une cuve imposante à l'entrée de ces parcelles le long de la clôture en bardage métallique. D'après le responsable du site, le transporteur l'a déposée à cet endroit avec un engin de levage spécial et les grues du site n'ont pas la capacité de la déplacer. Elle devra être découpée sur place lorsque l'activité de chalumage aura repris. Toutefois, le responsable de site semble globalement veiller à ce qu'aucun déchet ne soit entreposé sur ce terrain (absence de bennes de pneumatiques usagés ou de déchets métalliques comme constaté fin 2023).

Il a enfin été constaté la présence de petits tas de terres/gravats/débris de déchets côté Est des parcelles en question. Le responsable de site a expliqué qu'il était en attente des travaux de terrassement de la zone d'activité voisine qui va être créée pour louer un engin de TP afin de décapier les parcelles et les recouvrir de matériaux sains.

Au jour de l'inspection, l'inspection des installations classées n'a été destinataire d'aucun dossier de demande de régularisation, ni de cessation d'activité depuis la précédente inspection de fin 2023, si ce n'est un paragraphe succinct présent dans le porter à connaissance du 29 septembre 2025 indiquant :

*"Le projet d'aménagement de ces deux parcelles présenté dans un dossier de porter à connaissance en 2019 intégrant des zones de découpage de déchet, de stockage de bennes de déchets ainsi qu'un bâtiment de négoce n'a pas été réalisé. Ce projet est abandonné. Ces deux parcelles constituent aujourd'hui une aire non imperméabilisée et partiellement végétalisée. Elles sont affectées au parking d'équipement et de véhicules de transport de déchet."*

Pour rappel, l'inspection des installations classées a bien reçu en 2019 un dossier de porter à connaissance accompagnant un cerfa de demande d'examen au cas par cas pour la régularisation de l'extension sur les parcelles AA 103 et 104. Une demande de compléments avait été transmise par courriel du 25 octobre 2019, sans réponse de l'exploitant retrouvée. À toutes fins utiles, il est à noter que la procédure d'examen au cas par cas n'est pas une fin en soi pour régulariser des modifications de conditions d'exploitation, elle indique uniquement la procédure administrative à suivre : autorisation environnementale avec étude d'impact ou étude d'incidence pour une modification substantielle ou porter à connaissance pour une modification notable mais non substantielle. À noter qu'en l'absence de réponse de l'administration, naît une décision implicite valant obligation de réaliser une étude d'impact.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de liquider partiellement l'astreinte.

Afin de solder ce sujet, et pour nouveau rappel, l'exploitant a la possibilité de :

- finaliser la demande d'examen au cas par cas (nouveau cerfa + notice descriptive tenant compte des demandes de compléments exprimées le 25 octobre 2019), puis déposer un dossier recevable de demande d'extension (autorisation environnementale ou porter à connaissance),
- transmettre un dossier de cessation partielle d'activité pour ces deux parcelles, de la même manière que cela a été fait dans le passé pour la vente de la parcelle BK 440 (cf. inspection précédente). Les déchets ayant été évacués, il est demandé à l'exploitant de transmettre les ATTES SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX comme prévu par le Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Liquidation partielle d'astreinte

#### N° 4 : Suites de l'APMeD du 22 février 2019 – Traitement et rétention des eaux pluviales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/02/2019, Article 1 – Point 4 du tableau   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rétention des eaux pluviales   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société ADOUR METAL, dont le siège social est situé 47 route du Plan 40100 Dax, est mise en demeure de satisfaire les prescriptions notées ci-dessous, dans les délais correspondants :</p> <p>Les eaux pluviales, eaux de lavages et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux définis aux articles 2 et 3 transiteront par le séparateur débourbeur de 2 m<sup>2</sup> existant puis seront admises dans un bassin de 225 m<sup>3</sup> de stockage étanche. Le bassin de rétention sera entretenu de façon à conserver son étanchéité. Délai : 1 mois.</p> <p>+ <u>Article 3 de l'AP de mesures conservatoires du 22 février 2019</u></p> <p>Dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société ADOUR METAL doit faire évacuer les terres souillées identifiées dans le rapport d'inspection (autour du bassin de rétention et derrière le bâtiment de dépollution) et cela dans une (ou plusieurs) installation(s) régulièrement autorisée(s) et agréée(s).</p> <p>Par ailleurs, en plus de l'APMD et de l'AP de mesures conservatoires précités, une amende administrative de 5 000 € pour l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection du 12 septembre 2018, dont ce point de contrôle, a été signée le 10 avril 2019.</p> <p>+ <u>Article 1 de l'APMD du 26 juillet 2019 pour non-respect des mesures conservatoires</u></p> <p>L'évacuation dans un délai maximal d'un mois des terres souillées identifiées dans le rapport d'inspection (autour du bassin de rétention et derrière le bâtiment de dépollution) et cela dans une (ou plusieurs) installation(s) régulièrement autorisée(s) et agréée(s).</p> <p>+ <u>Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023</u></p> <p>Le BSD de l'évacuation des terres polluées derrière le bâtiment de dépollution n'a pas été transmis. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours ce BSD.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Le BSD de l'évacuation des terres polluées derrière le bâtiment de dépollution a finalement été transmis.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 5 : Suites de l'APMeD du 22 février 2019 – Dépollution des VHU

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/02/2019, Article 1 – Point 5 du tableau   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépollution des VHU  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende</li></ul> |

**Prescription contrôlée :**

La société ADOUR METAL, dont le siège social est situé 47 route du Plan 40100 Dax, est mise en demeure de satisfaire les prescriptions notées ci-dessous, dans les délais correspondants :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés,
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur,
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés,
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées,
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ; les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques,
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques,
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Délai : 2 mois.

Par ailleurs, en plus de l'APMD précité, une amende administrative de 5 000 € pour l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection du 12 septembre 2018, dont ce point de contrôle, a été signée le 10 avril 2019.

+ Article 1 de l'AP d'amende administrative du 19 avril 2024 : 15 000 €

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant sous un mois de :

- rédiger une procédure de dépollution des VHU reprenant les dispositions du point 1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- afficher cette procédure au niveau de l'atelier de dépollution ;
- former le personnel en charge de la dépollution des VHU.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un classeur de consignes de dépollution se trouvait effectivement dans le local dépollution, au-dessus de l'établi. Cependant, le responsable de site a indiqué que 2 des 3 personnes effectuant les opérations de dépollution des VHU ne savaient ni lire ni écrire. Le 3<sup>ème</sup> salarié, qui sait lire et écrire, dispose de l'attestation de capacité pour la manipulation des fluides frigorigènes et s'occupe des véhicules équipés de climatisation.

Sur le site, se trouvaient 14 VHU en attente de dépollution, dont 12 sur l'aire prévue à cet effet et 2 à côté des DEEE (mis de côté pour récupération de pièces). La plupart de ces véhicules avaient le toit complètement écrasé et un était calciné.

Les véhicules sont ensuite posés en hauteur sur une structure métallique dans le local où les opérations de dépollution ont lieu. Les VHU sont ensuite empilés à l'extérieur en attente de mise en paquet.

Concernant les airbags, ceux-ci sont explosés à la valise (au bureau) ou au grappin. Concernant les pneumatiques, ceux qui ne sont pas récupérés en dépollution (écrou antivol, corrosion) sont arrachés au grappin ou la jante est chalumée.

Lors du contrôle visuel de 5 VHU censés avoir été dépollués immatriculés BD-796-VZ, BQ-499-DZ, DS-591-HM, BV-440-BJ et AR-795-XS, en présence du responsable du site, il a été constaté les éléments suivants :

- liquide de frein présent dans tous les véhicules,
- filtre à huile présent dans un véhicule,
- liquide de lave-glace présent dans un véhicule,
- liquide de refroidissement présent dans un véhicule,
- airbag dans un véhicule.

Par ailleurs, le sol de la zone VHU présente toujours de traces de souillure de fluides.

Étant donné les écarts répétés depuis plusieurs années concernant la procédure de dépollution des VHU, il est proposé à Monsieur le Préfet de suspendre l'activité de centre VHU (rubrique 2712) tant que tous les moyens techniques et financiers n'auront pas été engagés pour assurer la prise en charge des véhicules de manière conforme à la réglementation datant de 2012. Cette proposition est renforcée par des carences importantes également en matière d'opérations de démontage (cf. point de contrôle suivant).

Du point de vue administratif, un contrôle documentaire par sondage de 14 VHU présents dans le stock des VHU dépollués a été réalisé par un inspecteur. Il n'a pas été constaté d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

#### N° 6 : Suites de l'APMeD du 22 février 2019 – Hauteur des tas de déchets

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/02/2019, Article 1 – Point 6 du tableau

**Thème(s) :** Risques chroniques, Hauteur des tas de déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Astreinte

**Prescription contrôlée :**

La société ADOUR METAL, dont le siège social est situé 47 route du Plan 40100 Dax, est mise en demeure de satisfaire les prescriptions notées ci-dessous, dans les délais correspondants :

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Délai : 2 mois.

Par ailleurs, en plus de l'APMD précité, une amende administrative de 5 000 € pour l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection du 12 septembre 2018, dont ce point de contrôle, a été signée le 10 avril 2019.

+ Article 2 de l'AP de mesures conservatoires du 22 février 2019

Dans un délai maximal de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la société ADOUR METAL doit faire évacuer [...] les différents déchets de son site afin de respecter les 3 mètres de hauteur des stocks maximaux autorisés et cela dans une (ou plusieurs) installation(s) régulièrement autorisée(s) et agréée(s).

+ Article 1 de l'AP d'astreinte administrative du 26 juillet 2019 : 20 €/j

+ Article 1 de l'APMD du 26 juillet 2019 pour non-respect des mesures conservatoires

L'évacuation dans un délai maximal de deux mois [...], ainsi que les différents déchets de son site afin de respecter les 3 mètres de hauteur des stocks maximales autorisés et cela dans une (ou plusieurs) installation(s) régulièrement autorisée(s) et agréée(s).

+ Article 1 de l'AP de liquidation partielle de l'astreinte administrative du 19 avril 2024 : 31 700 €

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, dans une situation exceptionnelle d'après le responsable de site à cause de pannes de matériels (la presse-cisaille venait de redémarrer le jour même), il a été constaté des quantités importantes de déchets métalliques sur toute la plateforme.

La zone de chalumage a été temporairement supprimée et bon nombre de VHU considérés comme dépollués étaient enchevêtrés au milieu des ferrailles.

De fait, tous les tas mesurés (estimation à hauteur d'homme, hauteur de bâtiment et pige de 6 m utilisée par le responsable de site) dépassaient la hauteur maximale de 3 m pour ceux les plus proches de l'habitation voisine, ainsi que la hauteur maximale de 6 m toutes situations confondues. En effet, les deux tas de ferrailles provenant de particuliers (entrée et côté Est de la plateforme) ont été estimés à 6 et 8 m de hauteur, le tas des ferrailles issues de déchetterie atteignait le haut du bâtiment voisin (environ 10 m de hauteur), le tas de déchets en inox a été évalué à 10 m de hauteur et celui des déchets en alu à 12 m de hauteur.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de liquider partiellement l'astreinte administrative sur ce point.

À noter que, par courriel du 10 juillet 2025, l'exploitant a proposé l'implantation par un géomètre d'un repère au sol, de type clou de voirie, à une distance telle qu'elle permettrait au quotidien de s'assurer que les tas de déchets métalliques ne dépassent pas la hauteur maximale de 3 m à moins de 100 m de l'habitation la plus proche. Ce repère n'a pas pu être visualisé lors de l'inspection, peut-être recouvert par des déchets s'il a bien été implanté. Dans le cas contraire, il est de la responsabilité de l'exploitant de mettre en œuvre tous les moyens techniques et/ou organisationnels afin de respecter la réglementation applicable, l'inspection des installations classées n'a pas à se prononcer sur le choix de tel ou tel moyen pour parvenir au résultat attendu.

Par ailleurs, le fait que des équipements ou matériels critiques (presse-cisaille et presse à paquet) soient tombés en panne pour une durée importante, conduisant de surcroît à l'aggravation d'écarts déjà constatés (hauteur des tas, empilement important > 3 m de VHU dépollués), aurait dû faire l'objet d'une information auprès de l'inspection, avec présentation de mesures compensatoires pour maîtriser les risques et impacts liés au sur-entrepasage. Ce point en tant que tel est une non-conformité réglementaire et une infraction au Code de l'environnement susceptibles de suites administratives et pénales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Liquidation partielle d'astreinte

#### **N° 7 : Incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
  1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
  2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023**

L'inspection demande à l'exploitant sous un mois de mettre en place une procédure visant à s'assurer que la citerne est en permanence remplie et de justifier que ce volume d'eau est correctement dimensionné au regard des risques présents sur le site (le résultat d'un calcul D9 peut utilement être transmis).

Enfin, il n'a pas été constaté la présence d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. Ce point a été confirmé par l'exploitant par courriel du 19 janvier 2024. Par ce même courriel, il indique procéder dès à présent aux consultations nécessaires pour achats.

**Constats :**

Lors de l'inspection, le responsable de site a indiqué contrôler régulièrement le niveau d'eau dans la citerne de 100 m<sup>3</sup> à l'entrée du site. Il lui a été demandé de contrôler le niveau d'eau en présence de l'inspecteur à l'aide d'une pige (pas de témoin de niveau externe).

Le résultat du contrôle a été plutôt positif même s'il est impossible de certifier que le volume de 100 m<sup>3</sup> est bien présent.

Par ailleurs, l'inspection n'a pas été destinataire du dimensionnement du besoin en eau d'extinction d'incendie au regard des risques présents sur le site (calcul D9) demandé à l'issue de la précédente inspection. À défaut, ce point pourra faire l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Enfin, lors de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. Par courriel du 19 janvier 2024, l'exploitant avait indiqué procéder dès à présent aux consultations nécessaires pour achats. Aucune nouvelle information n'a été transmise à ce sujet entre-temps et le responsable de site n'a pas été questionné à ce sujet lors de l'inspection, donc ce point reste à confirmer.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un mois de justifier que :

- le volume d'eau d'extinction d'incendie présent sur le site et à ses abords est correctement dimensionné au regard des risques présents sur le site (le résultat d'un calcul D9 peut utilement être transmis),
- la présence d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Suites de l'APMeD PT du 19 avril 2024 – Gestion des eaux du site**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 19/04/2024, Article 1 – Point 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des eaux du site

**Prescription contrôlée :**

La société ADOUR METAL, exploitant un centre de dépollution et de démantèlement de véhicules hors d'usage et un centre de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et autres déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Dax, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé :
  - en justifiant la collecte, et le traitement si nécessaire, de l'ensemble des eaux pluviales de ruissellement sur les sols et les déchets et de toitures par la transmission à l'inspection du plan des réseaux à jour. Celui-ci fera apparaître en particulier les avaloirs, séparateur(s) d'hydrocarbures, bassin(s), vanne(s) de confinement, points de rejets dans le milieu naturel, ainsi que les bassins versants collectés ;
  - en mettant en œuvres toutes les mesures correctives nécessaires, notamment à l'angle Nord-Est de la plateforme imperméabilisée, à proximité des DEEE entreposés ;

Délai : **3 mois**

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 10 juillet 2025 le plan à jour de collecte et de traitement des eaux pluviales du site (propres et susceptibles d'être polluées).



À noter les éléments suivants :

- l'absence de vanne de confinement au niveau du bassin versant n°2,
- le local ouvert où se trouvent les batteries, huiles neuves et oxygène n'est pas équipé d'un regard borgne comme discuté avec le responsable de site (visiblement, passage par un séparateur d'hydrocarbures, puis dans le bassin de régulation et de confinement), donc pas sur rétention intégrale. Les fûts d'huiles neuves doivent donc être placés sur des bacs de rétention,
- les eaux de lavage du lave-linge présent dans l'atelier ne peuvent pas être rejetées dans le réseau pluvial propre, mais dans le réseau des eaux usées du site.

Par ailleurs, il a bien été constaté à l'angle Nord-Est du site la présence d'une murette permettant de canaliser les eaux pluviales de ruissellement du site, ainsi que l'avaloir. Il n'a pas été constaté d'eaux stagnantes, ni de débordement dans la zone enherbée à proximité.

Enfin, il est à noter la présence de zones imperméabilisées fortement dégradées (plaques métalliques posées par-dessus pour le roulage des engins) au centre de la plateforme. Le responsable du site précise que des travaux d'imperméabilisation seront effectués dès que les quantités de ferrailles auront baissé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous trois mois de réaliser les travaux suivants :

- mettre en place une vanne de confinement au niveau du bassin versant n°2, avec signalétique et mise à jour de la procédure incendie,
- déplacer ou prévoir une capacité de rétention spécifique pour les fûts d'huiles neuves,
- modifier le point de rejet des eaux de lavage du lave-linge présent dans l'atelier,
- procéder à la réparation de la plateforme imperméabilisée.

À défaut, une mise en demeure pourra être proposée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 9 : Entreposage des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 13.IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Imperméabilisation des sols

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

L'inspection demande à l'exploitant sous un mois de :

- distinguer (séparer) et repérer les différents tas de déchets présents sur le site, en cohérence avec les derniers plans d'exploitation et d'entreposage des déchets portés à la connaissance de l'inspection des installations classées ;
- modifier l'aire d'entreposage des câbles électriques et ramasser ceux tombés sur la parcelle AA 103 ;
- évacuer la benne de moteurs thermiques au milieu de la plateforme, ou la mettre à l'abri pour éviter de polluer les eaux pluviales.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a encore été constaté des tas de déchets qui se touchent, voire enchevêtrés, et non repérés sur le site. D'après l'exploitant, cela est dû à la situation exceptionnelle (pannes longues) et au sur-entreposage, car rien n'a été mis en place pour réduire les apports sur le site.

Cependant, il a été constaté que les câbles électriques au sol avaient été ramassés et la zone d'entreposage déplacée. Par ailleurs, la benne de moteurs thermiques au milieu de la plateforme a été évacuée et les moteurs démontés sont aujourd'hui entreposés dans une benne capotée devant le bâtiment atelier (benne fermée et en moitié pleine lors de l'inspection). Un moteur se trouvait dans un palbox sans protection (en attente ? oubli ?).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous un mois de distinguer (séparer) et repérer les différents tas de déchets présents sur le site, en cohérence avec les derniers plans d'exploitation et d'entreposage des déchets portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.

À défaut, une mise en demeure pourra être proposée à Monsieur le Préfet sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvements pour les contrôles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

Cependant, en parcourant les rapports de mesures de la qualité des rejets aqueux, il semblerait que le 2<sup>ème</sup> point de rejet du site (Sud - entrée du site) ne soit pas équipé d'un point de prélèvement et que celui-ci se fasse en sortie de canalisation.

L'inspection demande à l'exploitant sous 15 jours de confirmer ce point et d'y remédier dans les meilleurs délais.

**Constats :**

L'inspection a visualisé le point de prélèvement en sortie du séparateur d'hydrocarbures pour le bassin versant n°1 (partie Nord). Rien à signaler.

L'inspection a visualisé le point de rejet du bassin versant n°2 (partie Sud) situé au niveau du portail d'entrée. Les eaux se déversent par un tube PVC en partie cassé dans une petite noue d'infiltration improvisée (~ 1 m<sup>2</sup>) pour repartir dans une canalisation en béton (réseau pluvial de la commune ?). Il n'y a aucun point de prélèvement aménagé pour un laboratoire. Le responsable du site a indiqué qu'ADOUR METAL n'est pas propriétaire de cette zone et qu'ils ne peuvent pas faire de travaux. L'inspection des installations classées précise que l'exploitant doit être en capacité de respecter la réglementation ICPE et de maîtriser ses rejets aqueux, charge à lui de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'aménager sous trois mois le point de rejets n°2 (partie Sud) en réparant la canalisation de sortie pour supprimer toute infiltration d'eaux pluviales de ruissellement et en installant un point de prélèvement facilement accessible pour un laboratoire.

À défaut, une mise en demeure sera proposée à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Suites de l'APMeD PT du 19 avril 2024 – Valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure PT du 19/04/2024, Article 1 – Point 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

La société ADOUR METAL, exploitant un centre de dépollution et de démantèlement de véhicules hors d'usage et un centre de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et autres déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Dax, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé :

- en respectant les valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux sur l'ensemble des paramètres prévus applicables et sur l'ensemble des points de rejets. Les analyses sont réalisées sur un échantillon composé de prélèvements asservis au débit de rejet sur une période de 24 h, toute autre méthode devant être dûment justifiée et obtenir l'accord préalable de l'inspection des installations classées ;
- en transmettant les résultats sur l'application GIDAF ;

Délai : **3 mois**

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que les résultats des mesures de la surveillance des rejets aqueux étaient maintenant saisis sur l'application GIDAF.

D'après les résultats de la dernière campagne réalisée par le laboratoire AÏGOSOL (prélèvement du 28 avril 2025), l'inspection observe que :

- la méthodologie et les équipements de prélèvement ne sont pas décrits, en particulier, il n'est pas indiqué si l'échantillonnage a bien été réalisé sur 24 h et les prélèvements asservis au débit ou au temps (comme cela avait été le cas en 2022 et 2023 par exemple avec les précédents laboratoires de contrôle),
- le référentiel pris en compte par le laboratoire n'est pas du tout approprié (rubrique 2718 à déclaration) et ne correspond pas au référentiel de contrôle de l'inspection du 30 novembre 2023 et à la mise en demeure du 19 avril 2024. L'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est à appliquer, en particulier ses articles 17 (valeurs limites d'émission) et 19 (conditions d'application des valeurs limites d'émission),
- le débit journalier n'a pas été mesuré, ni estimé, ce qui empêche de déterminer les flux de polluants rejetés (et les valeurs limites d'émissions applicables),
- plusieurs paramètres n'ont pas été analysés : arsenic, cadmium, chrome, mercure, nickel (entrée du site – rejet Sud), fluorures, indice phénols, cyanures libres, hydrocarbures totaux (et non indice hydrocarbure),
- la valeur de 161 mg/l en DCO en sortie du bassin (rejet Nord) peut être conforme si le flux journalier maximal est inférieur ou égal à 50 kg/j ou non conforme si le flux journalier maximal est supérieur à 50 kg/j.

Cette situation illustre l'amateurisme du laboratoire de contrôle et/ou le désintérêt total de l'exploitant vis-à-vis de la réglementation ICPE.

L'inspection propose une amende administrative à Monsieur le Préfet sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

#### **N° 12 : Démontage VHU**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 4/01/2018, Annexe I – Point 2°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Opérations de démontage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende

**Prescription contrôlée :**

2° Éléments à extraire du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé,
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux,
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

L'inspection a constaté que les métaux de plus grande valeur (cuivre, aluminium, magnésium notamment) sont bien retirés des véhicules.

En revanche, ni les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), ni le verre (pare-brisés notamment) ne sont retirés avant mise en presse. En effet, dans les VHU en paquets, ainsi que dans le tas de déchets issus du démantèlement des VHU, il a été constaté la présence de pare-chocs et de récipients de fluides en particulier. Pour le verre, le responsable du site a indiqué que les parebrisés n'étaient effectivement pas retirés des VHU.

Une fois les VHU mis en presse, il n'est plus possible pour un autre centre VHU ou un broyeur de récupérer ces pièces pour valorisation.

L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, la rédaction et la mise en œuvre d'une procédure spécifique concernant le démontage des VHU dépollués avant mise en presse. La procédure est affichée dans l'atelier VHU et transmise à l'inspection sous le même délai.

**Constats :**

Comme en 2023, l'inspection a constaté que les métaux de plus grande valeur (cuivre, aluminium, magnésium notamment) sont bien retirés des véhicules. Par contre, ni les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), ni le verre (pare-brisés notamment) ne sont retirés avant mise en presse. Par ailleurs, les véhicules arrivant pour la plupart avec le toit écrasé, les opérations de démontage sont très compliquées à mettre en œuvre, si ce n'est impossible, et une fois les VHU mis en presse, il n'est plus du tout possible pour un autre centre VHU ou un broyeur de récupérer ces pièces pour valorisation. L'inspection rappelle à l'exploitant que le broyeur VHU n'a pour objectif que de séparer les dernières fractions de déchets valorisables difficilement démontables (petites pièces en plastique, tissu, mousse, etc.). La procédure spécifique concernant le démontage des VHU dépollués avant mise en presse, si celle-ci existe, n'est clairement pas respectée et aucune procédure de démontage n'a été visualisée dans l'atelier VHU.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de suspendre l'activité de centre VHU du site (rubrique 2712). Cf. point de contrôle concernant la dépollution

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective (en lien avec la suspension d'activité)

## N° 13 : Déclaration ADEME

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 4/01/2018, Annexe I – Point 5°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration ADEME

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du Code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité,
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge,
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge,
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle,
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire,
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers,
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints,
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. À partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

**+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023**

L'inspection constate que les VHU traités sont envoyés en Espagne. L'exploitant justifie, sous 15 jours, être à jour de ses obligations déclaratives en matière de transport transfrontalier de déchets.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas justifié être à jour de ses obligations déclaratives en matière de transport transfrontalier de déchets (VHU, batteries et autres déchets métalliques).

|   |
|---|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| L'exploitant justifie, sous 15 jours, être à jour de ses obligations déclaratives en matière de transport transfrontalier de déchets. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours   |

#### N° 14 : Suites de l'APMeD du 19 avril 2024 – Entreposage des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/04/2024, Article 1 – Point 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ADOUR METAL, exploitant un centre de dépollution et de démantèlement de véhicules hors d'usage et un centre de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et autres déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Dax, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• point n°10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et articles 2-1 et 2-3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009 susvisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- en évacuant les moteurs entassés dans une benne de 30 m<sup>3</sup> détériorée au milieu de la plateforme,</li> <li>- en entreposant les moteurs et autres pièces susceptibles de contenir des traces de fluides ou graisseuses sur une surface imperméable avec dispositif de rétention et couverte,</li> <li>- en évacuant les pneumatiques usagés entreposés dans une benne au pied du bâtiment de dépollution,</li> <li>- en entreposant les pneumatiques usagés à une distance minimale de 10 m de tout bâtiment pour limiter le risque d'incendie et à l'abri pour limiter le risque de prolifération des moustiques,</li> </ul> </li> </ul> <p>Délai : <b>1 mois</b></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les moteurs entassés dans une benne de 30 m<sup>3</sup> détériorée au milieu de la plateforme ont bien été évacués et sont maintenant entreposés dans une benne étanche et capotée sur la plateforme imperméabilisée. Aucune autres pièces susceptibles de contenir des traces de fluides ou graisseuses ne sont démontées. Les pneumatiques usagés entreposés dans une benne au pied du bâtiment de dépollution ont été sortis et sont maintenant entreposés dans une benne couverte d'une bâche à proximité de l'aire d'entreposage des VHU non dépollués (à environ 11-12 m de distance du bâtiment).</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 15 : Recyclage et valorisation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 4/01/2018, Annexe I – Point 11° |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, TRR et TRV                                       |



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du Code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

L'exploitant transmet, sous 15 jours, les taux de réutilisation et de recyclage et les taux de réutilisation et de valorisation pour les années 2020, 2021 et 2022.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas transmis les taux de réutilisation et de recyclage et les taux de réutilisation et de valorisation pour les années 2020 à 2024

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet, sous 15 jours, les taux de réutilisation et de recyclage et les taux de réutilisation et de valorisation pour les années 2020 à 2024, puis sous trois mois, les taux pour 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Suivi VHU**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 4/01/2018, Annexe I – Point 13°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bordereau de suivi VHU

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours une extraction complète du registre de police et le BSD VHU (issu de Trackdéchets) pour le VHU immatriculé FR-401-XG. L'objectif étant de connaître les dates d'arrivée sur le site, de dépollution et d'expédition.

**Constats :**

Par courriel du 16 décembre 2025, l'exploitant a transmis un extrait de ce qu'il nomme « livre de police » pour les années 2024 et 2025. Le document ne correspond pas au registre (ou livre) de police comme le prévoit le Code pénal (articles R. 321-1 à R. 321-8). Il manque en particulier l'heure de la transaction et toutes les caractéristiques liées à chacun des biens mobiliers vendus/achetés (pour un VHU, il manque l'immatriculation, le n° VIN, la marque, le modèle, la couleur, le kilométrage et le nom de l'ancien propriétaire).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, une extraction complète du registre de police pour les années 2023, 2024 et 2025 comme le prévoit le Code pénal (articles R. 321-1 à R. 321-8).

Il transmet sous le même délai le bordereau de suivi de déchet VHU (issu de Trackdéchets) pour le VHU immatriculé FR-401-XG visualisé lors de l'inspection du 30 novembre 2023.

À défaut, une mise en demeure pourra être proposé à Monsieur le Préfet sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 17 : Registre des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet,

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet,
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement,
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement,
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée,
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique,
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup>,

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement,
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement,

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets,
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé,
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

### Constats :

Par courriel du 16 décembre 2025, l'exploitant a transmis un extrait de ce qu'il nomme « livre de police » pour les années 2024 et 2025. Ce document ressemble davantage à un extrait de registre incomplet des déchets entrants comme prévu par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Il manque notamment :

- la dénomination usuelle du déchet (un « code article brut » est seulement indiqué),
- le numéro de BSD pour les déchets dangereux, en particulier pour les apports de professionnels du déchet ou d'industriels,
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (seule l'adresse du siège social ou la domiciliation de l'entreprise est mentionnée),
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement,
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement,
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé,
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée,
- certains codes déchets, code de traitement et SIRET ne sont pas renseignés.

De plus, plusieurs apports de déchets sont regroupés sur une seule et même ligne. En effet, il paraît étonnant que des chargements uniques de plus de 30 tonnes aient pu être réceptionnés. Et le poids maximum accepté en pesage par le pont-bascule n'a pas été vérifié, ni même le contrôle métrologique.

Enfin, d'après la personne chargée d'accueil, le registre n'est pas relié au pont-bascule. Ce n'est pas une non-conformité en soi au titre du Code de l'environnement mais cela fragilise grandement la traçabilité des déchets et des transactions. L'exploitant doit donc garder tous les tickets ou rapports de pesée (point non vérifié).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, le registre complet 2023, 2024 et 2025 des déchets entrants comme prévu par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Il transmet les tickets de pesée sur un mois au choix pour en vérifier la cohérence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 18 : Fluides frigorigènes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 4/01/2018, Annexe I – Point 14°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Attestation de fluides frigorigènes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du Code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

Article R. 543-99 du Code de l'environnement

Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.

L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.

+ Constats issus de la précédente inspection du 30 novembre 2023

L'exploitant transmet sous 15 jours l'attestation de capacité au nom de l'exploitant et valable 5 ans (R. 543-99).

**Constats :**

L'exploitant n'a toujours pas transmis l'attestation de capacité au nom de l'exploitant et valable 5 ans (R. 543-99).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sous 15 jours l'attestation de capacité au nom de l'exploitant et valable 5 ans (R. 543-99).

À défaut, une mise en demeure pourra être proposée à Monsieur le Préfet.

|   |
|---|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                               |

#### N° 19 : Suites de l'APMeD du 19 avril 2024 – Clôture et écran végétal

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/04/2024, Article 1 – Point 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture et écran végétal  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ADOUR METAL, exploitant un centre de dépollution et de démantèlement de véhicules hors d'usage et un centre de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et autres déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Dax, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• article 4 (clôture de l'établissement) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009 susvisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>- en réparant la clôture - Délai : <b>15 jours</b></li> <li>- en justifiant que la clôture actuelle est effectivement à une hauteur de 2,5 m - Délai : <b>15 jours</b></li> <li>- en disposant un merlon en terre de 2 m de hauteur minimum tout autour du site – Délai : <b>6 mois</b></li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la clôture avait été réparée. Par contre, la clôture n'a pas été rehaussée partout. En effet, il manque les 2/3 de la clôture Est, le reste ayant été rehaussé par des bardages métalliques et par des parpaings. Le responsable de site a précisé qu'il était en attente des travaux de terrassement de la zone d'activité voisine afin de récupérer la terre pour faire un merlon sur la partie Nord-Est et Est du site englobant les deux parcelles AA 103 et 104. De ce fait, la clôture interne ne sera plus utile. Ce point de contrôle est donc mis en attente et sera réévalué lors de la prochaine inspection.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant sous trois mois de finaliser la rehausse de la clôture Est en bardage métallique, ou de mettre en place un merlon de terre au moins équivalent.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |